

Turquie : le gouvernement menacé par de nouvelles affaires

samedi 28 décembre 2013, par [Jean Marcou](#)

Le remaniement ministériel auquel a procédé Recep Tayyip Erdoğan, le 25 décembre (cf. notre édition du 26 décembre 2013 : « [Trois ministres démissionnent en Turquie sur fond de remaniement gouvernemental](#) »), apparaît déjà comme une réponse dépassée aux scandales qui frappent son gouvernement, depuis une dizaine jours. Et ce d'autant plus que les affaires de corruption, qui sont à l'origine de ce séisme politique, semblent appelées à s'étendre dans les prochains jours.

Un « cabinet de guerre » mais pour quelle guerre ?

La restructuration du gouvernement, qui a conduit au remplacement de dix ministres au total, a bénéficié pour l'essentiel à des fidèles du premier ministre. Elle tente donc de tourner la page en faisant disparaître les 4 ministres directement atteints par les affaires (**Muammer Güler, Zafer Çağlayan, Erdoğan Bayraktar et Egemen Bağış**) et en incitant à monter au front des hommes de confiance dont **Efkan Ala** (à gauche sur la photo de droite), le nouveau ministre de l'intérieur est un peu l'archétype. Ce collaborateur de Recep Tayyip Erdoğan, qui n'est même pas député (ce qui n'est pas habituel pour un ministre en Turquie), est connu pour avoir été l'un des partisans de l'usage de la manière forte contre les manifestants du mouvement Gezi, l'été dernier. Il aurait été nommé pour bloquer le développement des affaires en cours et à venir qui menacent le gouvernement. Kemal Kılıçdaroğlu l'a qualifié de représentant de « l'État profond » du parti au pouvoir. Par la reprise en main dont témoigne ce gouvernement restructuré, ce qui a incité les médias turcs à parler « de cabinet de guerre », le premier ministre parachève au niveau gouvernemental, les opérations de « nettoyage » qu'il a menées dans les rangs de la police, au cours de la semaine écoulée. Il s'agit donc en réalité d'essayer de resserrer les rangs du parti au pouvoir pour lui permettre de résister coûte que coûte aux nouvelles tempêtes qui s'annoncent

La seconde manche du scandale étouffée

Les résultats de cette stratégie de résistance sont déjà visibles. Il y a deux jours, le procureur, **Muammer Akkaş** (photo à gauche), a tenté d'ouvrir une nouvelle affaire de corruption s'annonçant comme la deuxième manche du scandale qui a éclaboussé le gouvernement le 17 décembre dernier (cf. notre édition du 18 décembre 2013 :

« [Le gouvernement turc atteint par des affaires de corruption de grande ampleur](#) »). Il a ainsi ordonné l'arrestation d'une trentaine de personnes (parmi lesquelles figurerait le fils du premier ministre), mais il s'est heurté à un refus d'exécution de cet ordre par les autorités de police concernées, avant de se voir purement et simplement déssaisi de l'affaire par le procureur en chef d'Istanbul, **Turan Çolakkadı**. Ce dernier, qui a demandé aux procureurs d'agir en concertation avec leur hiérarchie, s'est justifié du dessaisissement de Muammer Akkaş, en déclarant : « Les procureurs ne peuvent lancer des enquêtes au hasard. S'ils ne travaillent pas dans le respect des lois, ils sont remplacés et les enquêtes qu'ils conduisent sont confiées à d'autres. »

Cette tentative du gouvernement d'enrayer l'extension des affaires judiciaires qui l'inquiètent s'est traduite aussi par l'obligation pour les instances de police d'en référer à leur hiérarchie administrative, avant toute nouvelle arrestation. Cette disposition amène ainsi des autorités extra-judiciaires à intervenir dans les enquêtes, le cas-échéant pour les entraver. C'est ce qui explique que le HSYK (*Hakimler ve Savçılar Yüksek Kurulu - Haut Conseil des Juges et des Procureurs, équivalent du Conseil Supérieur de la Magistrature, en France*) ait dénoncé ce nouveau dispositif comme contraire à la Constitution. Il sera difficile au gouvernement de maintenir cette ligne de défense sans intervenir de plus en plus souvent et directement dans les affaires en cours, entrant littéralement dans une stratégie du coup de force permanent, qui risque de semer la pagaille dans l'appareil judiciaire et policier du pays.

Une ligne dure difficile à tenir

Quoi qu'il en soit, ce recours à la force montre en lui-même l'affaiblissement politique du gouvernement. L'attitude initiale offensive de ce dernier, consistant à dénoncer « un complot ayant des ramifications internationales » et à mettre en exergue sur la place publique son conflit avec la **confrérie Gülen**, s'est émoussée. Elle risque fort d'être submergée par les soupçons suscités par de nouvelles affaires. Que fera le gouvernement si d'autres membres importants de son entourage sont mis en cause avec trop d'insistance, voire si le propre fils de son premier ministre est atteint à son tour ? Une entrave systématique des enquêtes judiciaires pour tenter de les éteindre semble difficilement possible à terme. Elle marquerait un recul majeur de l'État de droit et impliquerait probablement un basculement du pays dans une forme d'autoritarisme prononcé. Outre les affrontements de plus en plus fréquents qu'elle générerait entre les institutions publiques voire en leur sein, elle pourrait aussi provoquer des manifestations dans un pays qui a connu, il y a quelques mois un important mouvement de contestation. Les démissions des 3 ministres mis en cause par les premières enquêtes ont d'ailleurs été suivies par des manifestations dénonçant la corruption dans plusieurs villes de Turquie (*Istanbul, Ankara, Izmir, Eskişehir, Kocaeli, Kahramanmaraş, Samsun...*).

En réalité, le 25 décembre, le gouvernement a dû accepter de se soumettre une première fois, en procédant à un remaniement, peu après que le président **Abdullah Gül** (*avec lequel il faudra aussi compter*) ait fait savoir que la corruption ne pouvait être étouffée. Si le gouvernement n'a pas les moyens de tenir une ligne dure, il devra donc fatalement reculer... et de nouveaux reculs pourraient le conduire très loin...

Sources

Turquie : le gouvernement menacé par de nouvelles affaires
OViPoT - Jean Marcou - Vendredi 27 décembre 2013